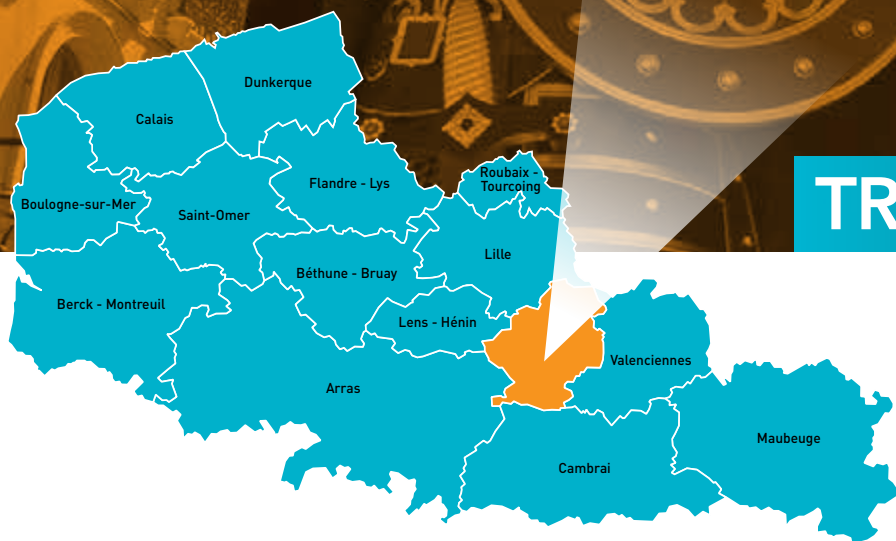




Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE DOUAI





**TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE
DE LA ZONE D'EMPLOI
DE DOUAI**

Directeur de publication : Jean-François BÉNÉVISE
Rédacteur en chef : Bruno CLÉMENT-ZIZA
Rédacteurs : Thomas THIERENS, Patrick MICHALIK
Ont collaboré : Stéphanie COMTE,
Nathalie THIEULEUX
Graphisme : Gilles VIDAL
Crédits photo : Comité Régional de Tourisme
Nord-Pas de Calais (www.crt-nordpasdecalais.fr),
Xavier ALPHAND, Habrda (Fotolia)

Douai : les fêtes de Gayant ▶
© Xavier Alphand

ATOUTS

- Situation géographique au carrefour des axes nord-sud et est-ouest
- Axes de transports routiers et ferroviaires performants
- Savoir-faire technologique
- Culture industrielle forte
- Recherche performante et ouverte sur l'industrie (École des Mines, Université d'Artois)
- Implantation d'Amazon

FAIBLESSES

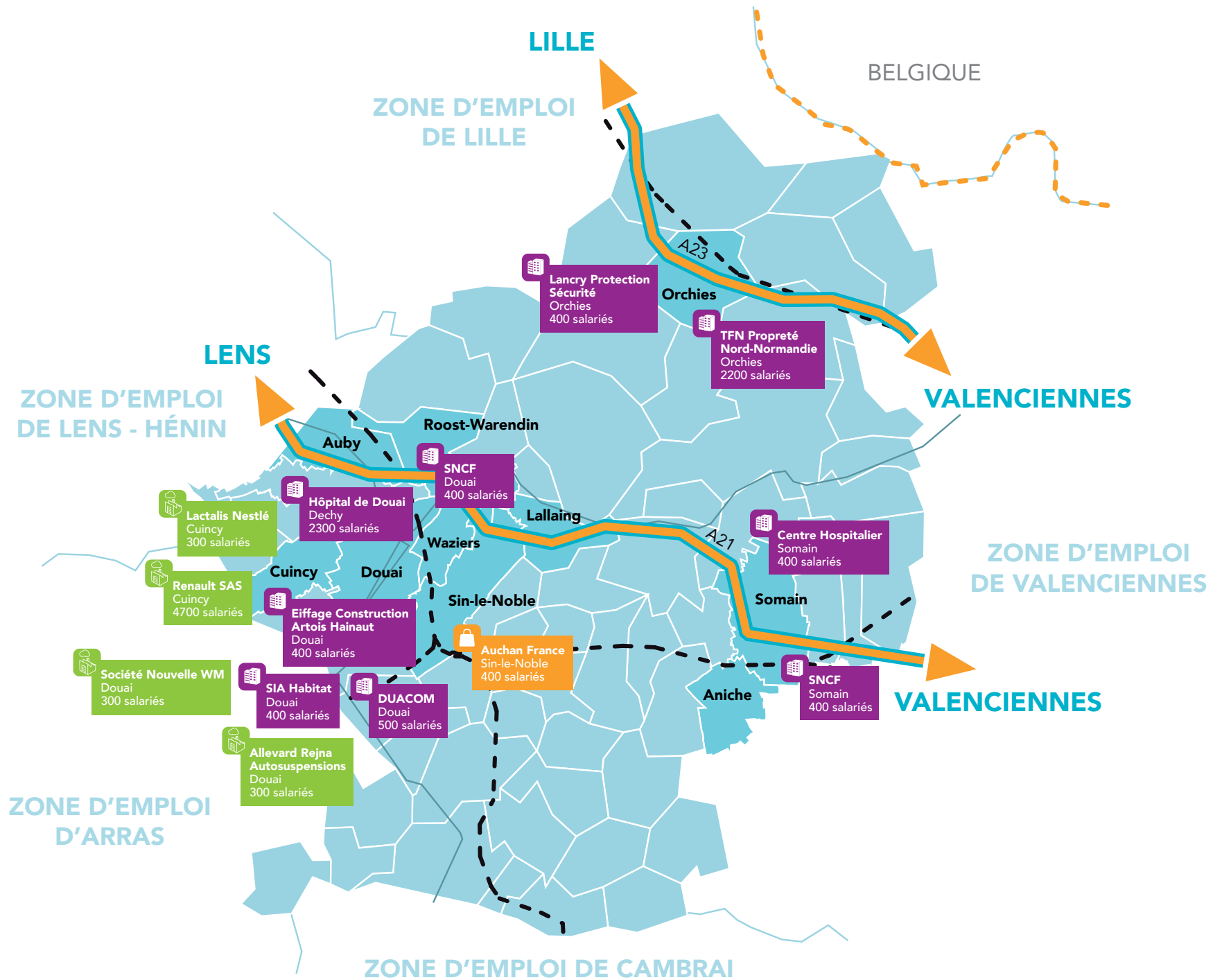
- Forte dépendance du territoire vis-à-vis de l'industrie automobile et des grands groupes
- Fragilité sociale du territoire selon l'Indicateur de développement humain 4 (IDH-4)

OPPORTUNITÉS

- Proximité immédiate de la plate-forme multimodale de Dourges
- Développement et spécialisation de la gare de triage de Somain dans les matières dangereuses
- Éco-quartier du Raquet (développement de l'éco-construction)
- Développement de la filière des éco-entreprises et d'un pôle d'excellence éco-activités et éco-entreprises
- Intégration dans l'aire métropolitaine de Lille

MENACES

- Plusieurs sites industriels ont connu des difficultés, notamment dans la filière automobile (fermetures, restructurations)



1

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE D'EMPLOI DE DOUAI

La zone d'emploi de Douai est composée de 64 communes sur une superficie de 477 km². C'est le cinquième territoire le plus dense de la région avec 522 habitants par km², près de 200 de plus qu'en région. Les deux plus importantes communes sont Douai et Sin-le-Noble avec respectivement 41 900 et 16 000 habitants au 9^e et 38^e rang régional.

La population totale de ce territoire est de 248 300 individus en 2011, soit 6 % du Nord - Pas-de-Calais. Depuis 1962, sa croissance est inférieure à celle de la région, +3 % contre +10, % en raison d'une période de baisse entre 1968 et 1982. Au cours des 12 dernières années, l'évolution reste toujours plus contenue, +0,5 % contre +1,1 % en raison d'un déficit migratoire qui rogne les gains liés au solde naturel.

La répartition de population selon l'âge est très proche de celle de la région. Les différences se font dans la tranche des 15 à 29 ans, proportionnellement moins nombreux, 19,3 % contre 20,2 % en moyenne et dans celle des 45 à 59 ans plus importante, 20,5 % contre 19,1 % en région.

Bien que s'appréciant à un rythme comparable à celui de la région, le niveau de formation mesuré par le diplôme le plus élevé détenu reste significativement inférieur. L'indice de formation de la population non scolarisée des 15 ans et plus passe de 0,87 en 1999 à 1,18 en 2010 contre 0,93 à 1,27 pour le Nord - Pas-de-Calais. Douai perd une place dans le classement régional en pointant désormais au 6^e rang derrière Dunkerque et devant Valenciennes. C'est le déficit de personnes diplômées du supérieur (18 % contre 21 % en moyenne) qui contribue le plus à ce résultat puis la part une peu plus importante de non diplômées (21 % contre 20 %)

La zone de Douai occupe le 8^e rang en nombre d'emplois, 77 400 dont 51 650 dans les secteurs concurrentiels. L'emploi se répartit en 93 % de salariés (18 % dans l'industrie, 6 % dans la construction, 34 % dans le tertiaire marchand et 34 % dans le tertiaire non marchand)

et 7 % de non salariés. Le territoire reste plus industrialisé que la région et il en est de même pour les services non marchands. Dans les secteurs concurrentiels, **les activités** les plus importantes ou **plus développées qu'en moyenne** sont **l'industrie automobile** (12 % des emplois du territoire), les industries alimentaires (2 %), **la réparation et installation de machines et d'équipements** (2 %) et **l'imprimerie** (1 %) Dans le tertiaire, il s'agit du commerce de détail (10 %), de **l'action sociale** (6 %), des **transports** (5 %), des **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** (5 %), de **l'hébergement médico-social et social** (4 %), **l'immobilier** (2 %)

La répartition des emplois par catégories socio-professionnelles fait ressortir une prépondérance d'ouvriers qualifiés, 18 % contre 15 % pour l'ensemble des zones d'emploi. Les emplois de qualifications supérieures sont en revanche moins développés.

Le taux d'emploi est de 56,3 %, -1,1 point de moins que le taux régional, classant le territoire au 11^e rang des 15 zones d'emploi.

Le taux de chômage à fin 2013 s'établit à 14,2 % soit +1,2 point de plus que pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais au **18^e rang national**. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 23 800 dont 50 % inscrits depuis plus d'un an. C'est l'un des territoires les plus touchés par le chômage de longue durée. Les femmes représentent 46 % des personnes inscrites à Pôle emploi, les jeunes, 21 %. Comme pour l'ensemble de l'arc minier, Douai conserve les stigmates de ce passé qui s'exprime encore au travers d'un indice de développement humain (IDH4) parmi les plus bas de France métropolitaine ^{[1][2]}.

11^E TAUX D'EMPLOI DANS LA RÉGION

14,2%
[TAUX DE CHÔMAGE]

77 400
[NOMBRE D'EMPLOIS]

VARIATION DE LA POPULATION ACTIVE SELON :

	Population active en fin de période	Variation totale sur la période
1962-1968	82 900	+1 100
1968-1975	85 200	+2 300
1975-1982	88 300	+3 100
1982-1990	91 900	+3 600
1990-1999	98 900	+7 100
1999-2006	106 100	+7 200

LES EFFETS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

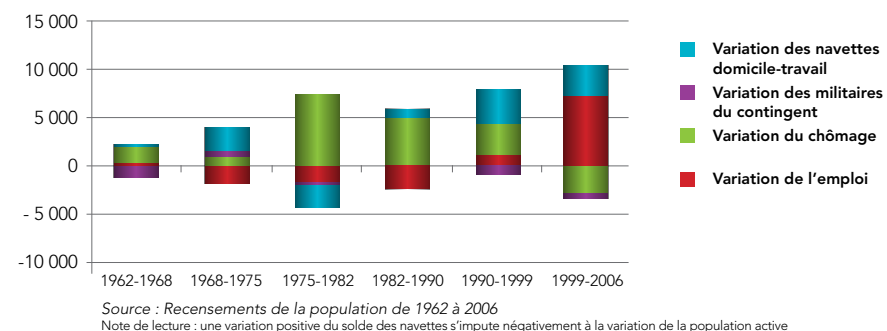
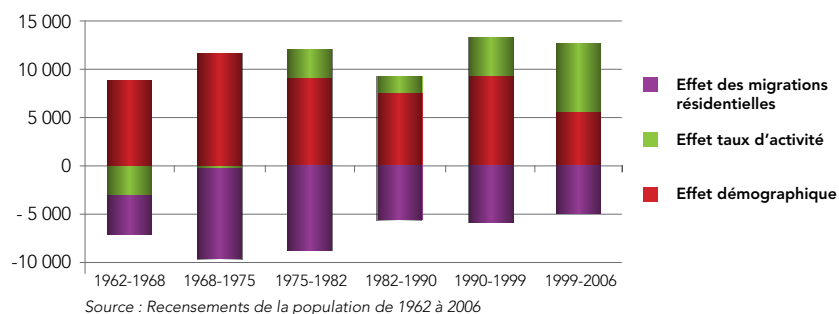
	dont effet démographique	dont effet taux d'activité	dont effet des migrations résidentielles
1962-1968	+8 400	-2 900	-4 400
1968-1975	+11 700	-500	-8 900
1975-1982	+9 300	+2 700	-8 900
1982-1990	+7 300	+1 700	-5 500
1990-1999	+9 100	+3 900	-5 900
1999-2006	+5 400	+6 800	-5 000

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

	dont variation de l'emploi	dont variation du chômage	dont variation des militaires du contingent	dont variation du solde des navettes domicile-travail
1962-1968	+400	+1 700	-1 300	-300
1968-1975	-1 800	+1 000	+500	-2 600
1975-1982	-1 700	+7 400	-400	+2 100
1982-1990	-2 400	+5 100	+0	-900
1990-1999	+1 200	+3 300	-800	-3 400
1999-2006	+7 200	-2 800	-500	-3 300

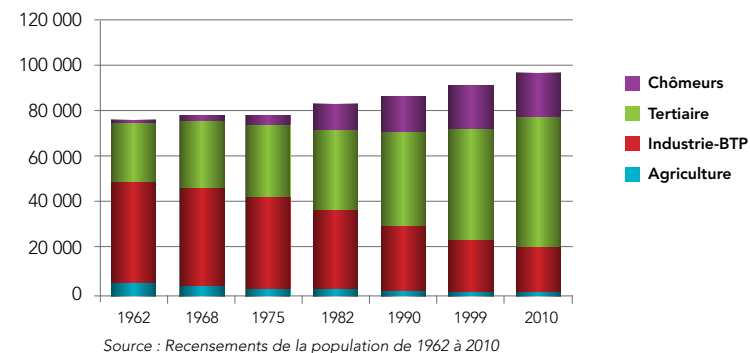
Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent - Δ solde des navettes



EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL ET CHÔMEURS AU LIEU DE RÉSIDENCE

	Agriculture	Industrie-BTP	Tertiaire	Emploi au lieu de travail	Chômeurs
1962	4 900	43 800	27 100	75 800	700
1968	4 000	42 300	29 900	76 300	2 400
1975	2 600	39 800	32 000	74 400	3 500
1982	2 500	34 300	35 900	72 700	10 900
1990	1 800	26 500	42 000	70 300	16 000
1999	1 300	21 800	48 300	71 400	19 300
2010	1 000	19 300	57 700	78 000	17 700

Source : Recensements de la population de 1962 à 2010



2

ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE À PARTIR DES ANNÉES 80

De 1962 à 2010, la population active de la zone d'emploi de Douai est passée de 81 800 à 108 500, progressant de +33 %, comme pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais. Le rythme de croissance est plus faible qu'en région jusqu'en 1982 puis il devient très supérieur. Les moteurs de cette dynamique sont les variations du nombre de personnes en âge de travailler et du taux d'activité, le 3^e plus fort en région. Le solde des migrations résidentielles est très négatif sur toute la période (4^e plus mauvais). Sous l'angle économique, la contribution de la hausse de l'emploi est positive mais 3 fois moindre qu'en région. Le déclin et la fin de l'activité minière en est la principale raison, l'emploi passant de 21 000 en 1962 à 0 en 1990. Mais c'est surtout 5 fois moins que la hausse du chômage qui est cependant de même ordre qu'au niveau régional. L'autre facteur de croissance de la population active est la forte mobilité des actifs douaisiens qui sont toujours plus nombreux à travailler hors du territoire tout en y résidant. Au cours de cette période, des inflexions plus au moins fortes de ces différentes composantes ont été à l'œuvre.

2.1 UNE FAIBLE CROISSANCE DANS LE CONTEXTE DU DÉCLIN DE L'ACTIVITÉ MINIÈRE

De 1962 à 1975, la population active passe de 81 800 à 85 200. Les principaux déterminants de cette faible croissance sont le fort déficit migratoire (-13 200) et qui le restera jusqu'à nos jours et les variations des taux d'activité négatives (-3 400) qui atténuent un effet démographique parmi les plus élevés de la région (+20 000) Le déclin engagé de l'activité minière (-8 000 emplois) ainsi que les répercussions sur les activités connexes^{[3][4]} pèsent sur l'évolution de l'emploi. Le solde d'emploi passe au négatif à partir de 1968, - 1 400, le chômage

se développe rapidement, + 2 800 mais de façon plus contenue de 1968 au milieu des années 70. Ces mêmes années voient l'implantation d'une usine de fabrication automobile de la marque Renault (1971) et de l'imprimerie nationale (1974) dans le cadre de la politique de reconversion du bassin houiller alors que frappe la première crise pétrolière. À fin 1975, les 74 400 emplois se répartissent en 56 % dans la sphère non présenteielle et 44 % dans la sphère présenteielle (activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes) et 44 % dans la sphère présenteielle (les activités présenteielles sont déterminées par différence) contre 54 et 46 % dans le Nord - Pas-de-Calais.

2.2 LE PARADOXAL TOURNANT DES ANNÉES 80

La période qui va de 1975 à 1982 marquée par la 2^e crise pétrolière, présente le paradoxe d'une montée en charge de la construction automobile, d'une baisse de l'emploi total, -1 750, (l'extraction de charbon continue de détruire des postes de travail) et d'une montée du chômage, + 7 400, supérieure au rythme régional (contrairement aux périodes précédentes, ce ne sont plus uniquement des départs en retraite de mineurs non remplacés mais des actifs en recherche de reconversion qui augmentent le nombre de demandeurs d'emploi) La filière automobile du Nord - Pas-de-Calais dont le Douaisis constitue l'une des composantes majeures, prend forme.

La population active croît moins vite qu'en région (+3 100, soit +3,7 % contre +6,3 %) pour atteindre 88 300. La croissance démographique ralentit, la variation des taux d'activité devient positive et les migrations résidentielles restent très largement déficitaires. Durant cette période,

1971
IMPLANTATION
D'UNE USINE DE
FABRICATION
AUTOMOBILE
DE LA MARQUE
RENAULT

1975
1982
[2^{ÈME} CRISE
PÉTROLIÈRE]

le territoire est très attractif et attire de nombreux actifs de l'extérieur en raison des importants besoins de main d'œuvre de l'usine Renault (9 000 salariés) et à un degré moindre de l'imprimerie Nationale (plus de 1 000 salariés).^[4] Ceci explique que la variation du solde entre les entrées sur le territoire pour travailler et les sorties quotidiennes des actifs douaisiens soit positive, ce qui ne se reproduira plus jamais à l'avenir. Le douaisien totalise 72 700 emplois dont 51 % dans les activités non présentielle et 49 % dans les activités présentielle contre 48 et 52 % en région.

2.3 LA FIN DE L'ACTIVITÉ MINIÈRE ET LE RETOUR D'UNE CROISSANCE PLUS SOUTENUE DE LA POPULATION ACTIVE

Alors qu'entre 1982 et 1990, la population active régionale progresse très modérément (+1,9 %), le douaisien enregistre une accélération de sa croissance (+4,1 %) tandis que ferment définitivement les derniers sites d'extraction de charbon. Le nombre d'actifs passe de 88 300 à 91 900. La zone d'emploi de Douai contribue pour 13 % à la hausse de la population active du Nord - Pas-de-Calais alors qu'elle ne représente que 6 % du total des actifs régionaux. Les évolutions antérieures sans être contredites subissent des atténuations sensibles. L'emploi décroît plus sensiblement, -2 400. Le dernier puits de mine ferme le 9 octobre 1990 à Roost-Warendin avant la disparition des services centraux siégeant à Douai en 1992. L'usine Renault compte désormais moins de 7 000 emplois directs, l'intérim devenant une variable d'ajustement des effectifs courante. Le chômage augmente moins que précédemment, + 5 100. La différence entre le nombre de douaisiens travaillant hors du territoire et le nombre de non-résidents venant travailler à Douai, s'accroît à nouveau et s'amplifiera par la suite. Le territoire compte 70 300 emplois qui se répartissent en 44 % dans la sphère économique non présentielle et 56 % dans la sphère présentielle contre 42 et 58 % en région.

2.4 LE RETOUR DE LA CROISSANCE DE L'EMPLOI APRÈS 20 ANS DE PERTES

Le fait marquant à partir des années 90 est le retour de la croissance de l'emploi, modérée de 90 à 99, + 1 100 puis beaucoup plus intense de 99 à 2010, + 6 600 pour un total de 78 000 répartis en 32 % dans la sphère non présentielle et 68 % dans la sphère présentielle pour une moyenne de 34/66 en région. Sur les mêmes périodes le nombre de chômeurs progresse dans un premier temps de +21 % contre +23 % en région pour atteindre 19 300 soit +3 300 puis baisse de -8 % contre -6 % pour fléchir à 17 700, soit -1 600. La variation du solde des navettes quotidiennes du lieu de domicile au lieu de travail reste négative et se creuse de -6 700. Le nombre de sorties du territoire excède désormais de +12 100 le nombre d'entrées.

Au cours de la dernière décennie, l'emploi non marchand a été le plus important contributeur à la hausse de l'emploi alors que l'industrie en perdait.

Les dynamiques sociodémographiques sont toujours de même nature, la variation du nombre de personnes en âge de travailler est toujours favorable, + 14 500, celle des taux d'activité s'amplifie, + 10 700 (4^e plus forte en région) Le solde des migrations résidentielles reste négatif, - 11 000. Au final, la population active croît de +16 600 pour atteindre 108 500 individus.

2.4.1 Dans les secteurs concurrentiels, l'emploi stagne depuis fin 2003 et régresse depuis la crise de 2008 jusqu'à fin 2013

Sur le champ des secteurs concurrentiels, le point haut a été atteint fin 2003 avec 55 000 emplois. Puis après une période de baisse, l'emploi retrouve quasiment ce niveau fin 2007. Enfin, la crise touche plus sensiblement ce territoire que l'ensemble de la région, -6 % contre -4,5 % pour atteindre le nombre de 51 650.

Du fait de la transformation modérée du tissu économique ^[5], la zone d'emploi conserve sa spécificité industrielle principalement dans les activités de technologie moyenne-supérieure en légère croissance de +2 % jusqu'à fin 2007 tout comme en région. Elles totalisent 16 % des

emplois locaux, quasi exclusivement, l'industrie automobile (14 %) qui donne toujours le ton de l'économie locale tant pour l'emploi direct que pour l'emploi indirect (intérim). Les industries de technologie moyenne-inférieure (fabrication de produits métalliques, métallurgie et verre plat) sont moins sévèrement touchées qu'en région (-8 % contre -16 %) et représentent encore 8 % de l'emploi. Dans le même temps les secteurs de faible technologie (les industries alimentaires, l'imprimerie) sont en forte perte de vitesse. Les effectifs baissent de -45 % et ne comptent plus que pour 4 % du total. La disparition totale de l'industrie textile et de l'habillement marque la fin d'une tradition presque millénaire, Douai fut l'une des cinq grandes villes drapières flamandes.

Bien qu'en croissance, le tertiaire marchand ne rattrape pas son retard par rapport à la région. Font exception les services présentiels à forte concentration de connaissance (hébergement médico-social et social, action sociale sans hébergement et activités pour la santé humaine) qui représentent 15 % des emplois et progressent plus rapidement qu'en région, +49 % contre +39 %.

Les activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance qui comptent pour moitié l'intérim et les activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance (commerce de détail, transports terrestres et transport par conduites, la restauration) totalisent respectivement 11 et 28 % des effectifs locaux, progressent au même rythme qu'en région mais restent moins développées.

La crise de 2008 a plus sensiblement affecté le territoire. Tous les secteurs industriels perdent des effectifs qu'ils soient de technologie moyenne-supérieure (-16 %), moyenne-inférieure (-30 %) ou inférieure (-22 %) et pour les deux derniers à un rythme supérieur à la région. Les activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance du fait de la part importante de l'intérim suivent la même tendance (-17 %).

La filière automobile constituée autour de l'usine d'assemblage Renault comprenant les équipementiers SNWM (découpage, emboutissage), Allevard Rejna Autosuspensions (barres stabilisatrices et de torsion, ressorts à lames et hélicoïdaux pour la suspension), Toyota Boshoku (fabrication de sièges), AGC France et Saint-Gobain (fabrication de pare-brises), Faurecia Sieto (fabrication de sièges) et Plastic Omnium Composites **résiste mieux qu'au niveau régional (-12 % contre -18 %)**. D'autre part, l'annonce par Renault en janvier



RENAULT ASSURE,
À MOYEN TERME,
LA PÉRENNITÉ DE
LA PRODUCTION
LOCALE

2012 de l'investissement de 420 millions d'euros dans son usine de Cuincy pour l'assemblage de 5 nouveaux modèles à partir de fin 2014 assure, à moyen terme, la pérennité de la production locale.

Les activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance résistent malgré l'impact négatif des transports terrestres et des commerces (-1 %). **Seuls les services présentsiels à forte concentration de connaissance continuent d'avoir une évolution de l'emploi favorable** toujours portée par les mêmes secteurs. La croissance de +16 % est toujours supérieure à celle de la région et renforce ces pôles d'activités sur le territoire. Ils représentent désormais près de 18 % de l'emploi concurrentiel.

2.4.2

La redistribution de la qualification des emplois disponibles

Cette recomposition économique s'est traduite par une transformation des emplois. Selon l'Insee entre 1999 et 2010, le territoire a perdu -3 300 emplois d'ouvriers qualifiés. Dans le même temps ont été créés +1 500 emplois d'ouvriers non qualifiés, +2 300 de services directs aux particuliers, +1 500 de professions intermédiaires de l'enseignement, la santé et la fonction publique, +1 200 de cadres d'entreprises, +1 100 de professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, +1 000 d'employés de la fonction publique. **Les besoins en main d'œuvre et en compétences s'en trouvent modifiés et la problématique de reconversion des salariés des anciens vers les nouveaux emplois est posée.**

2.5

UN TERRITOIRE TRÈS CONNECTÉ ET DÉPENDANT DE SES VOISINS GÉOGRAPHIQUES EN TERME DE FLUX DE MAIN D'ŒUVRE

Le nombre de personnes quittant quotidiennement le territoire pour travailler a toujours été supérieur au nombre de personnes résidants en dehors et venant y travailler. Le phénomène a été contenu entre 1968 et 1990 mais s'est fortement amplifié depuis. Actuellement 39 % des actifs

ayant un emploi travaillent dans les zones d'emploi voisines (16 % à Lille, 8 % à Valenciennes, 5 % à Lens - Hénin, 3 % à Arras, Roubaix - Tourcoing). Le mouvement inverse est de moindre ampleur et 30 % des emplois locaux sont occupés par des non-résidents (7 % par des personnes en provenance de Lens - Hénin, 5 % de Valenciennes, d'Arras, de Lille, 3 % de Cambrai). Le solde entre les entrées et les sorties est de -12 100 actifs et permet de contenir, en partie, l'important niveau de chômage.

2.6

UNE POPULATION ACTIVE QUI TENDRAIT À LA DÉCROISSANCE À L'HORIZON 2030

Les années 2010 marquent un tournant dans les perspectives d'évolution de la population active. Après 50 ans de croissance, le territoire s'engagerait, selon l'Insee, dans une voie de déclin. En rythme annuel, le nombre d'actifs baisserait de -0,6 ‰ contre + 0,1 ‰ pour la région Nord - Pas-de-Calais. La principale cause serait l'important déficit des migrations résidentielles puis l'effet démographique réduisant le nombre de personnes en âge de travailler. Seule l'augmentation des taux d'activité aurait une contribution positive. En cas de maintien ou de croissance de l'emploi, cela pourrait engager le territoire sur une voie de réduction du nombre de chômeurs.

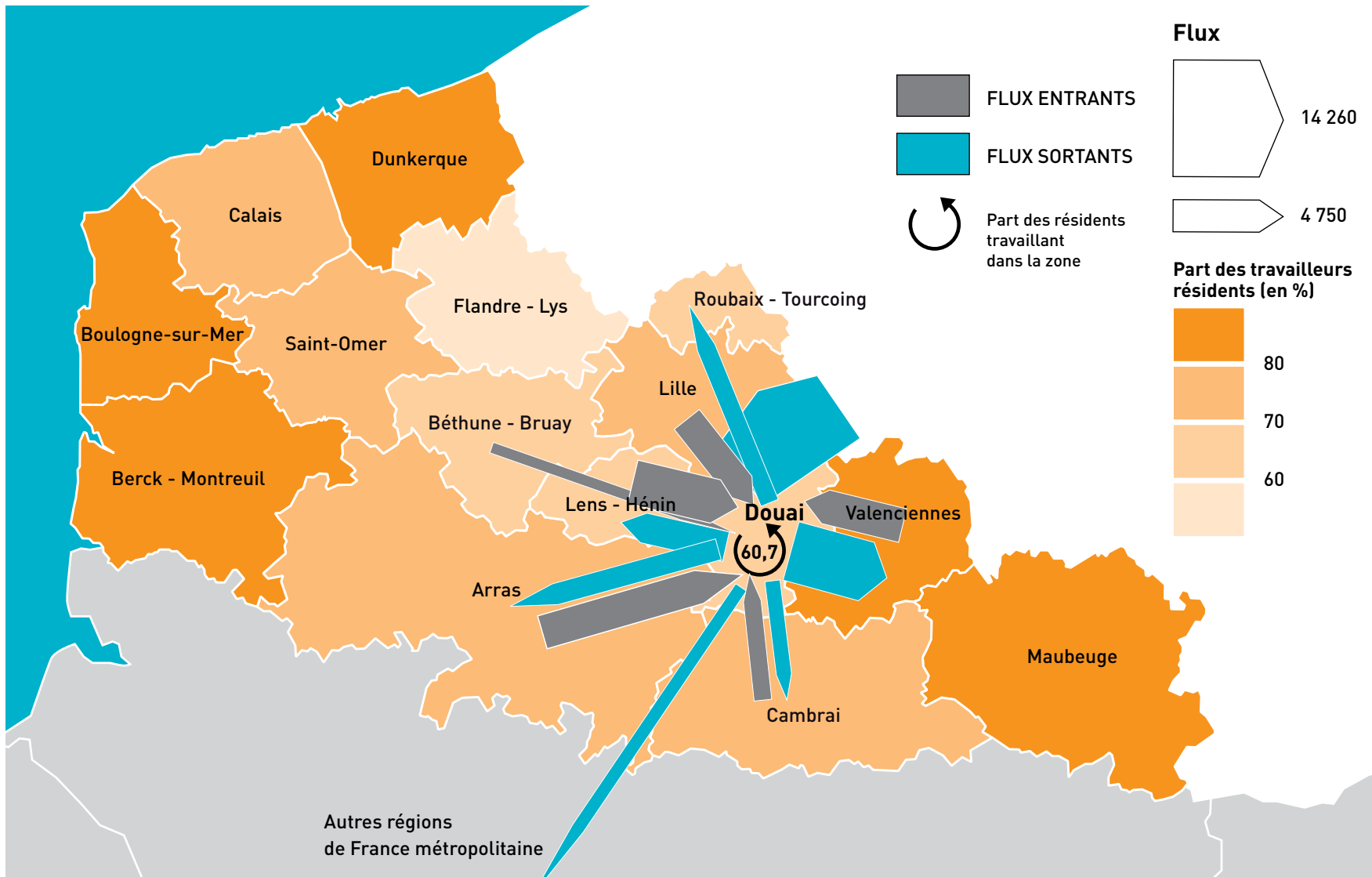


Douai : la Scarpe
© Xavier Alphanand

-3 300
EMPLOIS
D'OUVRIERS
QUALIFIÉS ENTRE
1999 ET 2010

39 % DES ACTIFS
AYANT UN EMPLOI
TRAVAILLENT
DANS LES
ZONES D'EMPLOI
VOISINES

FLUX DOMICILE-TRAVAIL DE LA ZONE D'EMPLOI DE DOUAI



© IGN-Insee 2013
 Source : Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire (Insee)

3

LES NOUVEAUX VECTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

LOGISTIQUE

Le douaisis devrait tirer profit de plusieurs démarches ou implantations initiées récemment dont les effets sont attendus sur le territoire. Les secteurs d'activité concernés relèvent tout autant de la sphère productive que de la sphère des services.

La riche histoire de Douai se lit dans son patrimoine architectural parfaitement conservé et restauré qu'il soit civil, scolaire, militaire ou religieux et elle a profondément marqué l'esprit de ce territoire. En effet, la capitale judiciaire du Nord - Pas-de-Calais qui fut aussi pendant plus de trois siècles (jusqu'en 1887) le siège d'une université, a un talent particulier pour perpétuer les traditions, pour transmettre la mémoire, pour expliquer l'histoire.

AMAZON

Il n'y a pas de hasard si ce territoire a été choisi par les Houillères pour y édifier le Centre Historique Minier dont la mission est de conserver et de valoriser la culture minière du Nord - Pas-de-Calais et de témoigner auprès des générations futures des deux siècles d'activité charbonnière. Pas étonnant non plus que le musée archéologique le plus pédagogique et le plus scientifique de la région avec son parc où toutes les reconstitutions didactiques seront possibles, Arkéos, ait été réalisé à Râches. Tout aussi naturellement, le superbe beffroi de Douai dont la visite est particulièrement instructive a été désigné pour être la tête de réseau des 56 beffrois de France et de Belgique inscrits par l'Unesco.

CENTRE HISTORIQUE MINIER

ARKÉOS

BEFFROI DE DOUAI TÊTE DE RÉSEAU DES 56 BEFFROIS DE FRANCE ET DE BELGIQUE INSCRITS PAR L'UNESCO.

La mémoire immatérielle est aussi perpétuée au travers des Chimères de Bernicourt organisées autour des contes et légendes à Roost-Warendin. D'autres fêtes locales animent ce territoire comme la foire à l'ail d'Arleux, les Cucurbitades de Marchiennes, la fête de la batellerie et la célèbre fête des Gayants et attirent de nombreux visiteurs.

Malgré cette offre intéressante, le Douaisis reste à l'écart des grands flux touristiques parce qu'il est trop proche de villes plus attractives et vivantes comme Lille et Arras et parce qu'il ne dispose pas, pour l'instant, d'un parc hôtelier suffisamment incitatif. Figé dans son rôle de centre administratif, Douai ne compte que 4 hôtels totalisant 163 chambres et le reste du territoire qui ne se départit pas de son image de terre de labeur, n'apporte que 8 hôtels supplémentaires (soit 407

chambres) principalement dédiés à la clientèle d'affaires. Par contre la plus faible offre hôtelière de la région est partiellement compensée par le développement des gîtes ruraux et des chambres d'hôtes puisque plus de 70 structures maillent le territoire et augmentent sensiblement leur fréquentation depuis l'ouverture du Louvre-Lens, tout proche. Les premières enquêtes auprès des visiteurs de ce musée indiquent que le douaisis commence à capter une partie des flux touristiques générés par la nouvelle attractivité lensoise.

La combinaison de la découverte du Louvre-Lens, du Centre Historique Minier qui attire déjà 150 000 visiteurs et des autres richesses du territoire présente des opportunités de croissance de ce secteur. Douaisis Tourisme s'y emploie en jouant son rôle de rassembleur et en mettant en réseau la totalité des acteurs et la Communauté d'Agglomération du Douaisis a confié à un cabinet spécialisé l'élaboration d'une stratégie touristique porteuse de développement économique et d'emplois.

Toujours dans la sphère des services, la logistique a connu ces dernières années une forte croissance confortée par l'implantation du 4^e site d'Amazon en France ouvert en 2013 à proximité de Kiabi Logistique. Cette activité semble conserver un potentiel élevé sur le territoire par la conjonction de plusieurs facteurs favorables :

- proximité des grands axes de transports
- position privilégiée au sein de l'ancien bassin minier, à proximité de la métropole lilloise et au cœur d'un triangle Paris-Londres-Bruxelles
- attraction liée à des implantations symboliques
- proximité du campus régional Euralogistic
- présence d'une main d'œuvre qualifiée sur le territoire et les zones d'emploi limitrophes.

En outre, la disponibilité foncière du territoire est un atout de son renforcement comme pôle logistique régional majeur.

Dans la sphère productive, les orientations induites par les principes du développement durable semblent être source de perspectives de développement dans le domaine du bâtiment.

Des opportunités induites par les programmes de réhabilitation sont recensées particulièrement chez les bailleurs sociaux (Norevie, Maisons et Cité, SIA, Partenord). Le parc de logements concerné est estimé à 5000 d'ici à 2020.

L'évolution de la réglementation vise à améliorer la prise en compte des questions environnementales dans les marchés liés à l'habitat (en particulier en ce qui concerne les économies d'énergie et la réduction des impacts environnementaux de l'activité), ce qui nécessite d'accompagner les professionnels du secteur pour leur permettre de répondre à ces exigences. Partant de ce constat, les EPCI du territoire ont lancé des démarches, en lien avec les représentants de la branche (FFB, CAPEB, Constructys...), les chambres consulaires et les partenaires institutionnels.

Les objectifs sont divers mais peuvent être regroupés dans quelques grands thèmes :

- Sécuriser les parcours des salariés en accompagnant leur montée en compétences pour répondre aux évolutions du secteur
- Ouvrir des opportunités de marchés aux entreprises locales, en les outillant pour leur permettre de se positionner sur les appels d'offre
- Favoriser le rapprochement entre le monde économique et les établissements d'enseignement et de formation

Cette dynamique pourra s'appuyer sur la grappe d'entreprises « Douais habitat durable » (45 entreprises membres) ainsi que sur un projet important du territoire, l'éco-quartier du Raquet, situé sur les communes de Douai et de Sin-le-Noble, qui est axé sur la construction et pourra se combiner avec les démarches de rénovation.

Ce projet doit à terme organiser sur une surface de 160 hectares la présence de logements (4000 prévus), d'équipements publics (centre aquatique, crèche, maison de santé...) et d'activités économiques (parc de 31 hectares dédié). Les constructions ont démarré en 2011 et 300 logements devraient être disponibles courant 2014.

L'envergure du projet permet d'escompter l'appropriation par les entreprises d'un savoir-faire recherché dans l'éco-construction et la production d'énergies renouvelables. La maison du projet, sur

le site du Raquet, aura vocation à être une vitrine de promotion de ces activités, notamment via des séances de sensibilisation, tant à destination des particuliers que des professionnels dans l'optique de faire émerger des projets privés.

Plus largement, le développement de projets technologiques et innovants dans le domaine de l'environnement et de l'énergie visant à la création d'entreprises est soutenu par des structures importantes du territoire, en particulier l'école des mines de Douai et son incubateur technologique « APUI ». Ce dernier est membre du dispositif GENI (Grandes Ecoles du Nord Incubation). La recherche à l'école des mines est principalement orientée vers les applications industrielles, les entreprises du tissu local doivent tirer profit de l'expertise et des recherches menées par les étudiants et chercheurs de cet établissement.

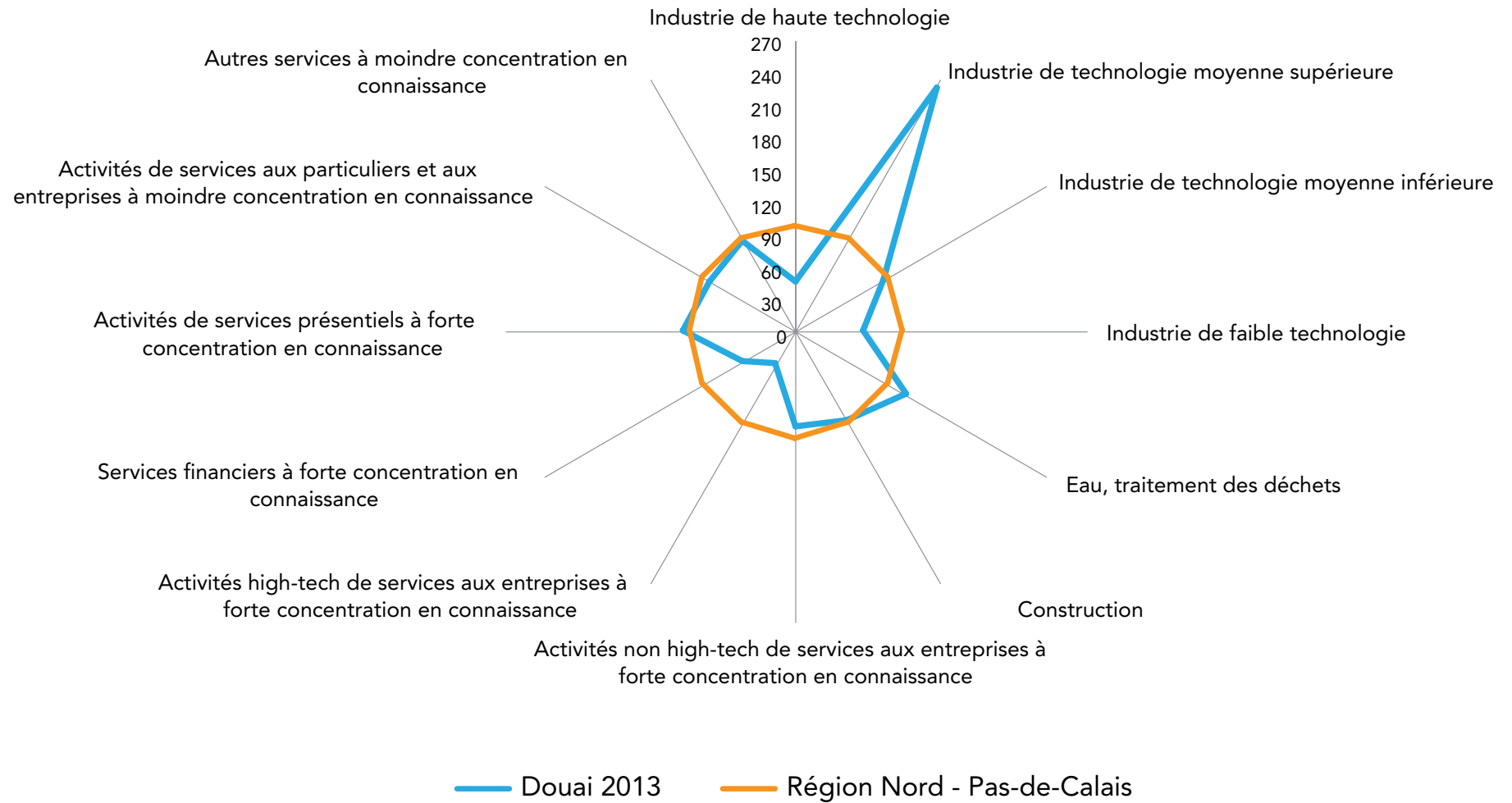
En parallèle, l'incubateur APUI, doit permettre d'accompagner la mise au point de produits ou de services. Ces axes ayant pris une place primordiale avec l'émergence du concept de développement durable, cet incubateur semble appelé à jouer un rôle important sur le territoire, notamment en matière d'accompagnement dans la recherche de contacts industriels pour faciliter le développement de ces activités nouvelles. Les principaux partenaires sont :

- La filière entrepreneur de Mines Douai pour une première approche BP
- Université de Valenciennes (licence technico – économique), pour la réalisation d'études de marché.
- Les écoles membres de GENI, pour des expertises techniques et des études de marché.
- L'ISD - Rubika de Valenciennes pour les prestations de Design (projet INTERREG franco-wallon – 3POD).
- La Faculté Libre de Droit de l'Université Catholique de Lille sur l'approche juridique et réglementaire.
- L'IUT de Béthune pour la réalisation de testeur, prototype, d'essais...

61 projets ont été accompagnés en 2013.

L'ÉCO-QUARTIER DU RAQUET

L'ÉCOLE DES MINES DE DOUAI ET SON INCUBATEUR TECHNOLOGIQUE « APUI ».



Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais
 Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie.
 Note de lecture : lorsque le tracé du territoire est à l'extérieur du tracé régional, l'activité est plus développée sur le territoire.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ENTRE FIN 2007 ET FIN 2013

ACTIVITÉ	Effectif	Part dans l'emploi	Spécificité	Évolution 2007 > 2013	Évolution en région NPDC
Industrie de haute technologie dont : Aéronautique Fab prod informatiques, électroniques et optiques Industrie pharmaceutique	100	0,2 %	46	NS	+18,5 %
Industrie de technologie moyenne supérieure dont : Construction de matériel ferroviaire roulant Fab prod métalliques, à l'except machines et équipements Fab de machines et équipements n.c.a. Fabrication d'équipements électriques Industrie automobile Industrie chimique	6 800	13,4 %	265	-16,0 %	-16,8 %
Industrie de technologie moyenne inférieure dont : Fab d'autres produits minéraux non métalliques Fab produits en caoutchouc et en plastique Fab prod métal, à l'except machines et équipements Imprimerie et reproduction d'enregistrements Métallurgie	3 100	6,0 %	97	-29,9 %	-21,4 %
Industrie de faible technologie dont : Industries alimentaires Fabrication de textiles Industrie de l'habillement Industrie du papier et du carton	1 900	3,7 %	64	-21,8 %	-18,0 %
Eau, traitement des déchets	700	1,4 %	121	+13,6 %	+2,8 %
Construction	4 100	8,1 %	99	-11,2 %	-8,7 %
Activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Act d'architecture et d'ingénierie; act contrôle, analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion Activités juridiques et comptables Activités liées à l'emploi Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	4 800	9,4 %	89	-16,5 %	-14,7 %
Activités high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Programmation, conseil et autres activités informatiques Recherche-développement scientifique Services d'information Télécommunications	500	0,9 %	37	-2,8 %	+5,4 %
Services financiers à forte concentration en connaissance	1 100	2,2 %	58	+7,6 %	+1,8 %
Activités de services présentiels à forte concentration en connaissance dont : Édition Activités pour la santé humaine Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire Enseignement Hébergement médico-social et social et action sociale	9 100	17,8 %	106	+16,4 %	+9,3 %
Activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance dont : Transports terrestres et transport par conduites Entreposage et services auxiliaires des transports Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Commerce Hôtellerie/restauration	16 900	33,1 %	93	-1,1 %	+0,9 %
Autres services à moindre concentration en connaissance dont : Activités de poste et de courrier Activités des organisations associatives Autres services personnels	1 800	3,6 %	97	-2,8 %	-6,9 %
Total général	51 100	100,0 %		-6,1 %	-4,6 %

Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais.

Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie.

Note de lecture : l'indice de spécificité est le multiple de 100 du rapport entre le poids du secteur dans la zone étudiée et celui de la zone de référence. Une valeur supérieure à 100 indique que le secteur est plus développé dans la zone étudiée que dans la zone de référence.

Références bibliographiques

- [1] Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais - Trajectoires, enjeux et devenir – Développement Humain – Fascicule 3 », les Dossiers de Profils, n°106, décembre.
- [2] SIGALE Nord – Pas-de-Calais [en ligne]. <http://sigale.nordpasdecals.fr/CARTOTHEQUE/theme2.asp?thm=177> [consulté le 5/11/2014]
- [3] Serge Dormard, « L'économie du Nord – Pas-de-Calais, histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations », Septentrion – Presses Universitaires.
- [4] Insee [1997], « Trois décennies de mutations économiques », Les Dossiers de Profils, n°44, mai.
- [5] Direccte Nord - Pas-de-Calais [2012], « Vingt ans de recomposition économique dans la zone d'emploi de Douai », novembre.
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Le dossier de conjoncture Nord - Pas-de-Calais – Situation à fin décembre 2013 », Les Synthèses de la Direccte, n°30, avril.
- Direccte, DREAL [2009], « Enjeux pour l'industrie du Nord - Pas-de-Calais », octobre.
- Insee [2013], « 70 ans de dynamique de population active en Nord – Pas-de-Calais », Pages de Profils, n°132, juin.
- Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Mutations et polarités économiques – Fascicule 2 », les Dossiers de Profils, n°105, décembre.
- Insee, « Panorama des zones d'étude du Nord - Pas-de-Calais – Zone 14 Douaisis », Les Dossiers de Profils, n°12.
- Secrétariat Général pour les Affaires Régionales [2003], « Le Nord - Pas-de-Calais : une région, des territoires », novembre.

MÉTHODOLOGIE

Indice de formation

L'indice de formation prend une valeur de 0 à 4 : 0 si l'ensemble de la population observée n'a pas de diplôme à 4 si tous possèdent un diplôme de niveau II ou I.

Évolution de la population active

La population active d'un territoire se compose des personnes résidentes, ayant un emploi ou qui en recherchent un. Son évolution peut être appréhendée selon deux approches : sociodémographique ou par le marché du travail.

L'approche sociodémographique décompose l'évolution de la population active en trois facteurs :

- L'effet démographique indique la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges ;
- L'effet taux d'activité indique la variation des taux d'activité à chaque âge, au cours de la période ;
- Le solde des migrations résidentielles est la différence entre les entrées et les sorties des actifs.

Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'approche marché du travail décompose l'évolution de la population active en quatre effets distincts :

- L'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone ;
- L'évolution du nombre de chômeurs ;
- L'évolution du nombre de militaires du contingent ;
- La variation du solde des navettes domicile-travail de la zone.

Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent – Δ solde des navettes

Emplois des sphères présentielle et non présentielle

- Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Nomenclature Eurostat "Manufacturing High Technology Knowledge-Intensive Services" (MHTKIS)

Le niveau d'intensité de la R&D et la valeur ajoutée ont servi de critères de classement des secteurs de l'industrie manufacturière en haute technologie, technologie moyenne-supérieure, technologie moyenne-inférieure et faible technologie.

Les services sont principalement regroupés en fonction de la part des personnes ayant suivi des études supérieures en services à forte concentration en connaissance et des services à moins forte concentration en connaissance.

Cette nomenclature comporte au final quatre niveaux dans l'industrie et six dans les services (quatre dans les services à forte concentration en connaissance et deux dans les services à moindre concentration en connaissance).

Sources des données emploi

- Recensements de la population de 1962 à 2011, Insee
- Estimations d'emploi 2011, Insee
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 1993 à 2007, Unédic
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 2007 à 2013, Urssaf
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Repères emploi Nord - Pas-de-Calais - Situation à fin décembre 2013 », revue mensuelle n° 58, janvier.

entreprises **travail** régulation
emploi développement économique
tourisme **dialogue social**
formation tout au long de la vie
international **compétitivité**
régulation concurrentielle



Direccte Nord - Pas-de-Calais

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Les Arcades de Flandre • 70 rue Saint-Sauveur • BP 456 - 59021 LILLE Cedex
Tél. 03 20 96 48 60 • Fax. 03 20 52 74 63
Internet : <http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr>

Document réalisé par la Mission Synthèse
de la Direccte Nord - Pas-de-Calais

